La parole à plusieurs tranchants

Les formes du silence

Eni Puccinelli Orlandi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3439>

DOI : 10.4000/praxematique.3439

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1989

Pagination : 83-99

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Eni Puccinelli Orlandi, « La parole à plusieurs tranchants », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 13 | 1989, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3439> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3439>

Eni PULCINELLI ORLANDI
 Département de Linguistique
 Unicamp (Brésil)

LA PAROLE A PLUSIEURS TRANCHANTS

Les formes du silence

INTRODUCTION

Je commencerai cette étude par deux réflexions sur la question du silence.

1 - Le silence, comme la parole, est produit dans des conditions spécifiques. La diversité de ces conditions entraîne la variation de la signification du silence : il est donc aussi ambigu que la parole. Plus particulièrement, le silence imposé par l'opresseur est "exclusion", forme de domination, alors que le silence choisi par l'opprimé peut être une forme de "résistance". Dans ce cas-là, l'un comme l'autre créent une rupture volontaire.

Le silence peut aussi produire une rupture involontaire. Nous avons alors ce que l'on nomme déficience de la communication (ou communication non réussie). Il y a aussi la rupture totale due à la destruction du contact entre interlocuteurs : c'est le silence radical.

2 - La parole est également "imposition" du silence, à divers niveaux.

Si la fonction caractéristique de l'autoritarisme n'est pas d'empêcher les gens de dire ce qu'ils veulent mais bien plus de les obliger à dire ce qu'ils ne veulent pas (Barthes, 1976), dans les relations de pouvoir il est moins important de faire taire l'interlocuteur que de l'obliger à dire ce que l'on veut entendre. Il s'agit de l'injonction à dire (1). Cette affirmation n'est pas en contradiction avec ce que nous disions plus haut, car *imposer le silence* est différent de *faire taire* l'interlocuteur.

La parole peut être imposition du silence dans ce qui se dit. Dans certaines conditions, on parle pour ne pas dire certaines choses qui entraînent des

transformations mettant en cause les limites du discours, ou mieux, comme dirait le compositeur brésilien Caetano Veloso, pour ne pas dire (ou laisser dire) les "autres" mots. Dans ce sens, la parole est imposition du silence en tant qu'injonction au Même (sens).

Ce processus langagier sera appelé "mise-en-silence" (2).

Dans cette étude, nous chercherons à en observer quelques fonctionnements. Etant donné l'hétérogénéité du langage, la multiplicité de ses mécanismes et de ses usages spécifiques, ce travail n'est qu'une exploration *partielle* d'un fait discursif.

L'affirmation que la parole est à divers niveaux imposition du silence réfère au fait que ce non-dire peut être de même nature que l'implicite, traité néanmoins différemment, par exemple par la psychanalyse (travaillant sur le concept d'inconscient) ou par la rhétorique (dans les théories de l'argumentation). Notre perspective est celle de l'analyse du discours, qui réfléchit donc sur la notion d'idéologie.

Nombreuses sont les façons de ne pas dire. Dans ce travail je m'attacherai à celles qui consistent à imposer le silence en disant autre chose ou le contraire.

Tenant compte du fait que le langage est dialogique, nous pouvons dire qu'en passant quelque chose sous silence le locuteur enferme l'interlocuteur dans le cadre discursif limité (délimité) par ce silence. Ce contrat unilatéralement institué par l'énonciateur pourra ou non être respecté par l'interlocuteur.

Nous analyserons certains modes d'existence de la mise-en-silence dans différents fonctionnements discursifs. Ceux-ci se présentent, dans deux discours différents, sous la forme de deux faits langagiers spécifiques qui mériteront notre attention : la prédication "x est sérieux" et la dénomination "Nouvelle République".

Il nous reste à préciser que cette analyse cherche à rendre explicites certains mécanismes constitutifs de ce que nous avons appelé une "rhétorique de l'opprimé" (Orlandi, 1984), mécanismes observés dans cette étude du point de vue de l'opprimeur. Evidemment il y a aussi le silence qui résulte d'une pratique de l'opprimé, qui peut constituer un discours de résistance.

I - LA PAROLE *DES GENS SERIEUX* : prédication et effets de sens

Les mots ne parlent pas d'eux-mêmes, ils parlent à travers les hommes qui les emploient. Les conditions de vie de l'homme étant intimement liées aux rapports de pouvoir - on n'est jamais assez loin de son influence - c'est par là que passe l'usage des mots et leurs multiples sens. Et cela, non impunément. Ainsi, le goût si prononcé des technocrates pour la notion de compétence, par exemple, n'est pas pur hasard et nous donne des indications significatives à propos de l'histoire de son usage.

La catégorisation apportée par le mot "compétence" est devenue un lieu commun. En tant que tel, il s'est substitué à des séquences discursives plus complexes qu'il synthétise de manière à produire des effets idéologiquement très chargés.

Dès lors, l'usage de ce mot a mérité au Brésil l'attention critique des théoriciens de différentes disciplines.

Même le discours populaire s'est occupé de démystifier ce terme qui a envahi le quotidien (les feuillets à la TV, les conversations ordinaires) teinté d'ironie. C'est ainsi que les gens traitent ces mots qui servent à impressionner (et à faire pression) quand ils s'emploient inconsidérément.

Il ne suffit donc pas de faire la critique de la seule origine de l'utilisation d'un mot à un moment donné. Dans le domaine du langage, étant donné son caractère dynamique, la critique est un exercice quotidien et général.

Cependant nous ne ferons pas de ce mot l'objet de notre réflexion. Nous voulons en discuter un autre, apparenté et comme lui processus d'exclusion, source de prestige et de pouvoirs. Avec l'avantage, et l'inconvénient, que cet autre mot a un usage moins marqué et plus généralisé que le mot "compétence". C'est le mot "sérieux".

La façon dont ce mot est utilisé nous précise sa fonction, du point de vue idéologique.

Il y a différents discours qui portent sur le sérieux : dans le domaine de la culture, dans la vie quotidienne, dans le domaine du politique, etc. Je vais me limiter ici à l'observation de ce discours quand il s'agit du sérieux qui catégorise la production scientifique.

Il est très fréquent dans le milieu universitaire que les gens usent de cette catégorie. Si l'on suppose que tout travail doit être sérieux, on peut se demander ce que signifie cette insistance à revendiquer ce sérieux.

Observons ces règles d'emploi :

1 . Il est nécessaire que l'énonciateur ne se réfère pas directement à son propre sérieux, en d'autres termes, on ne dit pas "je suis sérieux" ;

2 . Il est à la rigueur acceptable de dire le sérieux de son propre travail, "mon travail est sérieux" ;

3 . mais le mieux est de parler du sérieux (du manque de sérieux) du travail de l'autre, "le travail d'untel est sérieux" ;

4 . Il est plus pertinent de parler directement du sérieux de l'autre : "untel est (n'est pas) sérieux".

Le résultat de ce fonctionnement discursif est multiple. En effet, en un même acte, l'énonciateur disqualifie un adversaire (dit pas sérieux) ou partage avec un élu (dit sérieux) sa côte de prestige et, dans tous les cas, s'adjuge les attributs du sérieux. De fait, en parlant du sérieux de l'autre, l'énonciateur présuppose son propre sérieux.

C'est une des multiples façons d'exercer sa volonté personnelle. Comme le discours de la compétence, le discours du sérieux est un parler dit de la place de l'autorité, qu'elle soit réelle ou présumée. Cet usage correspond à une forme d'exercice du pouvoir-dire qui fonctionne de façon à contrôler ceux que l'énonciateur qualifie de sérieux :

a - S'il s'agit de l'interlocuteur (situation la moins probable), il se voit contraint de justifier (respecter) la catégorisation et d'agir en accord avec les principes du sérieux qui lui sont imputés (devoir d'obéissance) ;

b - S'il s'agit d'un tiers, il est signalé implicitement à l'interlocuteur comme un modèle à reproduire ;

c - Dans tous les cas, l'énonciateur est reconnu comme celui qui a le pouvoir de qualifier et, éventuellement, le droit de soumettre autrui.

En somme, ce mécanisme institue (ou réaffirme) l'autorité de l'énonciateur, en reproduisant les caractéristiques de la catégorie qu'il nomme, et en excluant les contradicteurs.

Examinons maintenant la fonction de la catégorie *sérieux* dans ses usages :

1 . Reproduire des modèles institués.

2 . Reproduire le savoir institutionnalisé provenant des centres spécialisés. Etant donné qu'il existe des centres au prestige incontestable, plus le savoir est proche de ces centres, plus il est sérieux.

3 . L'articuler avec d'autres catégories telles que "difficile", c'est-à-dire, plus c'est difficile plus c'est sérieux, et dans l'idéologie libérale, plus souhaitable.

4 . Investir d'autorité l'énonciateur, par exemple, en lui attribuant des qualités telles que "l'exigence".

Cette catégorie déplace vers le *sujet* du travail intellectuel ce qui devrait être tourné vers son *produit* : le savoir.

Ainsi y a-t-il un glissement : on juge la personne au lieu de faire la critique du travail. On glisse vers un discours "moralisateur". Cet effet résulte du fait que le mot "sérieux" est un mot plutôt de l'ordre du discours "moral" que du discours "scientifique" : dans sa transposition d'un ordre à l'autre, il produit des effets de sens.

Il en résulte l'institution d'un médiateur qui, au lieu de se poser comme *critique*, apparaît comme *juge* et finit par se transformer en *censeur*. En s'instituant juge, l'énonciateur déplace le domaine de l'observation, se plaçant lui-même hors de discussion.

C'est une voix qui impose le silence et empêche la discussion et la discordance, parce qu'elle divise de manière compacte et homogène l'univers de validité de ce discours : à la fois le juge (le centre) et le consensus supposé dont il se réclame.

C'est un des silences produits. L'autre silence - qui atteint non l'énonciateur mais sa cible - affecte principalement la sphère de l'auteur, c'est-à-dire qu'il sépare l'auteur de son produit (mécanisme d'expropriation).

De cette façon, quand il disqualifie l'auteur par le discours du sérieux, le médiateur :

1 . exerce une forme d'appropriation du travail de l'autre dans la mesure où, en tant que sujet légitime (juge), il se prononce à partir d'un lieu sérieux (ce qui "doit être") et sous-entend donc qu'il a lui-même un travail sérieux.

2 . empêche que l'on reconnaisse que du lieu du sujet dit non-sérieux on puisse formuler un "savoir". Plus encore, il impose le silence, par avance, à toute possibilité de discuter cette production catégorisée comme non-sérieuse.

Ainsi le discours du sérieux atteint tant l'objectif d'imposer le silence que celui de l'injonction au dire en obligeant à la reproduction du discours déjà institué (ou du Même).

Faisons un parallèle avec ce que dit Foucault (1971) à propos de la vérité : la question n'est pas de savoir si le discours *est* (ou n'est pas) sérieux, mais plutôt s'il se situe (ou non) *dans* le sérieux. Cette catégorisation est donc un point de départ et d'arrivée. En effet, s'il ne se situe pas dans le sérieux, le travail n'est même pas discuté car disqualifié ; s'il se situe dans le sérieux, il est alors indiscutable.

Se référer à la parole à plusieurs tranchants signifie ici montrer que dans le milieu académique, bien que les intellectuels se veuillent critiques, de par la manière même d'exercer leurs fonctions, ils finissent, dans certaines conditions, par reproduire l'arbitraire qu'ils critiqueraient en d'autres contextes.

Jusqu'ici nous avons procédé à une analyse qui portait principalement sur le mode de fonctionnement de ce discours, nous référant spécialement aux circonstances de son énonciation : la fonction du locuteur, la médiation, le glissement de la fonction critique vers la censure. Il nous faut maintenant parler des conditions socio-historiques dans lesquelles se produit le discours du sérieux.

Pour nous ces conditions sont constitutives du sens que nous attribuons au discours du sérieux.

Le moment historique du discours du sérieux auquel nous nous référons est approximativement celui des dix dernières années (1977/1987) au Brésil, dans le milieu académique. Cette période se caractérise par des relations extrêmement autoritaires, le manque de liberté écrasant la vie intellectuelle.

Ce discours a eu d'abord pour fonction de répondre à la critique déclenchée par une politique éducative produite par un système d'enseignement caractérisé par la perte de qualité de la réflexion. La "crise" se caractérisait par des conceptions du savoir et de l'enseignement plutôt arbitraires, peu pensées et absolument pas discutées dans leur réalité.

C'est dans ces conditions et dans la tension des conflits générés par ce système que nous avons cherché à comprendre le discours du sérieux, qui a trouvé son origine dans la nécessité de distinguer ce qui était brouillé dans une pratique académique aplatie par l'autoritarisme. Mais il a vite subi un processus de re-fonctionnalisation par ces mêmes rapports autoritaires, comme on l'a vu : le discours académique est devenu lui-même partie de la pratique autoritaire (3).

On vient de voir un premier usage de la mise-en-silence à travers le discours du "sérieux". A présent nous allons considérer la façon dont elle travaille le discours politique.

II - LA DENOMINATION "NOUVELLE REPUBLIQUE" : Concilier pour gouverner

Prenant comme référence le discours intitulé "Nouvelle République" (4) prononcé par Tancredo Neves, le 15 novembre 1984, à Vitoria, à l'Union Parlementaire Inter-Etats (U.P.I.), nous ferons d'abord quelques remarques sur la dénomination "Nouvelle République", suivies de quelques observations sur le texte même qui marque le début du discours que nous appellerons le Discours de la Nouvelle République, ou le Discours de Vitoria. Nous devons rappeler qu'il a été prononcé au milieu du mois de novembre 1984 et que la tâche de médiateur que Tancredo a remplie à ce moment là était de tranquilliser les militaires sur leur impunité et d'éviter un coup d'état.

Par ailleurs, ce discours fut à l'origine de l'usage, disons inconsideré, du mot "nouveau", celui-ci qualifiant non seulement les actes politiques mais aussi administratifs et mêmes les événements de la vie quotidienne. Dorénavant tout est "nouveau", au Brésil.

Réfléchissant sur le processus d'instauration du nom "Nouvelle République", nous pouvons constater que, d'un point de vue historique, il y a globalement quatre façons de nommer les périodes historiques qui vont de 1889 à 1984, au Brésil.

1 . Juste après la Proclamation de la République (1889), il y a la Jeune République, dénomination qui s'applique aux débuts du nouveau régime politique pour le distinguer de la phase précédente, l'Empire. Cependant, aujourd'hui, la période de la République qui va de sa proclamation aux années trente est appelée "Vieille République". Quelques auteurs distinguent, dans la Vieille République, deux périodes : jusqu'à 1894 (République de l'Epée) et après 1894 (République des Oligarchies). Puis l'Ere Vargas (1930/1945) avec l'Etat Nouveau (1937/1945). Vient ensuite la période nommée "République" ou "République Contemporaine" (1946/1984).

2 . Une autre manière de nommer ces périodes est de n'en distinguer que trois : la Vieille République (1889/1930), l'Etat Nouveau (1930/1945) et la République Nouvelle (1946/1984).

3 . Une troisième manière est d'utiliser des chiffres pour distinguer les périodes : 1ère République (1889/1930), 2ème République (1945/1964) et 3ème République (1964/1984). C'est la manière la plus courante dans les livres scolaires.

4 . Il y a enfin une manière plus simple qui fait seulement la distinction entre Vieille République (1889/1930) et République Contemporaine (1930/1984).

Certains auteurs appellent "République Nouvelle", l'Ere Vargas (1930/1945) et "République Contemporaine" la période qui va de 1946 à 1984.

Cependant, quelles que soient les variations qui distinguent par un détail ou un autre la procédure d'attribution de ces noms, nous sommes amenés à conclure qu'au Brésil, après l'Empire, nous n'avons eu que des Républiques. Avec des hauts et des bas, mais toujours des Républiques ; ce qui nous donne une vision uniforme de la vie politique brésilienne de ce siècle.

Les dénominations varient mais elles sont homogènes. Le mot "dictature" ne semble pas correspondre à un concept historique qui s'applique aux régimes de gouvernement. De la même manière, dans le discours de l'histoire du Brésil *sur* l'histoire du Brésil, en général, on ne parle pas de "coup d'état" mais de "révolution".

C'est dans ce contexte que prend son sens le nom de Nouvelle République donné par Tancredo.

"Nouvelle République" parce qu'elle n'est pas Vieille, Nouvelle République parce que ce n'est pas la République Nouvelle. Nous pouvons imaginer les diverses associations qui peuvent découler de la comparaison entre les noms des diverses périodes.

Cependant le nom de Nouvelle République évite surtout de dire de la période immédiatement antérieure (1964/1984) qu'elle était une dictature militaire. Il suggère même que c'était aussi une République. Un des aspects fondamentaux de cet acte de nommer est donc le silence qu'il crée. Il s'ensuit la question : qu'est-ce que ce nom impose comme silence ? Deux choses fondamentales :

1 . Ce nom impose le silence quand à la critique de la dictature.

2 . Il impose le silence quant à la possibilité de discuter d'*autres* modèles politiques. Par l'adjectivisation "Nouvelle" il place l'élément déterminé

(République) en position de présupposé. Il propose par conséquent le continuisme à tout prix. Bref, on peut discuter si elle doit être ou non "Nouvelle", mais on ne cherche pas à savoir si elle doit ou non être "République", on ne discute pas non plus de ce qu'est réellement une République.

Que l'on considère le premier ou le second point, le résultat est le même : La Nouvelle République se propose comme *passage* et non comme *rupture*.

L'énonciateur se place comme un représentant, et, en nommant, il interprète l'histoire, remplissant ainsi sa fonction de médiateur : il gère les conflits, administre les passages des formes de gouvernement, de sorte que les passages comme les conflits n'existent pas en dehors d'un certain contrôle.

Ce discours embarque le mouvement politique dans une certaine interprétation de l'histoire. Et il le fait en termes de conciliation, son énonciateur se présentant comme médiateur. On doit alors se demander : médiateur *de qui* et *au nom de qui* ?

La construction du texte, jointe à l'acte de nommer, renforce l'interprétation historique que Tancredo a instituée par cette nomination. En réduisant la critique au silence quant à la dictature, il s'oppose à un règlement de comptes qui est présenté dès lors comme "revanchisme" et "représailles" : "Ma formation démocratique (...) n'a pas été et ne sera jamais marquée par le revanchisme et les représailles".

Administré par le discours de la conciliation, une transition sans conflits est proposée (promise) à l'adresse des anciens gouvernants, comme garantie : au nom du peuple brésilien, il finit par être médiateur *des* anciens gouvernants (les dictateurs).

En parlant de modération - "le Brésil a toujours choisi la modération comme moteur de son progrès, inspirant ses actions et sa croissance" - il en fait une proposition émanant de ceux qui pourraient prétendre au revanchisme : le peuple, le Brésil. Le peuple est donc supposé pouvoir ne pas être "modéré" : mais les militaires ont-ils été modérés ? Cependant dans le texte il est dit que le Brésil a toujours choisi la modération. Une fois de plus on fait silence sur la dictature.

La stratégie de ce discours tient à ce que, faisant silence sur la dictature, la conciliation s'exerce à sens unique : la question de la justice historique et politique face à la dictature est transformée en *revanchisme*. Par ce biais, l'histoire se fixe un sens et se donne une direction qui, tout au long du discours, se centre sur le mot *République*.

Dans le texte, Tancredo parle très rarement de *démocratie*, et quand il le fait c'est en référence à l'empereur D. Pedro II et au président Figueiredo. Pourquoi n'insiste-t-il pas sur la thématique de la démocratie ? Parce que silence sur la démocratie et silence sur la dictature sont une seule et même chose.

En parlant de la République (Nouvelle), il partage la vision homogénéisante selon laquelle après l'Empire nous avons toujours eu des Républiques. Et nous pouvons vérifier, par l'analyse du Discours de Vitoria, que la polarisation explicite et fondamentale se fait entre la *République* et l'*Empire* (et non entre *Démocratie* et *Dictature*).

Dans d'autres fragments du texte, il utilise des euphémismes pour désigner ce qui n'est pas la Nouvelle République. Pour marquer l'opposition avec ce qui devrait être appelé dictature, et qui ne l'est pas, il parle contre la "centralisation" et en faveur de la "Fédération" ; il parle de réhabiliter la "mystique de la citoyenneté" et il rajoute que les "Forces Armées et la République ont des liens indissolubles (...). Il est donc absolument nécessaire de créer une Nouvelle République, forte et souveraine, pour que nos Forces Armées ne soient jamais détournées de leur destination constitutionnelle".

Pour ne pas avoir à parler de dictature, il parle de "Constituante". Pour parler de la période antérieure à la République, il parle d'"institutions actuelles bafouées".

Pour parler de ce qui va changer le 15 mars, il dit : "La prise de pouvoir du président élu va ouvrir, le 15 mars, une phase d'ordre, de paix, de modération, de participation et de progrès" (5). Ne serait-ce pas la phase de la démocratie ? Et ne s'opposerait-elle pas à la dictature ? De cela, on ne parle pas.

Il parle du président Figueiredo au travers du personnage de D. Pedro II (une fois de plus, il mentionne l'Empire) et non d'un dictateur : "... D. Pedro II a mérité le culte historique de la postérité précisément parce qu'il a su faire une démocratie de son pays". Notons que l'expression "a su faire une démocratie de son pays" est une allusion à une déclaration du président Figueiredo "Je vais faire une démocratie de ce pays", faite à la Télévision.

Ces affirmations nous rappellent qu'il y a une histoire de notre histoire et d'autres aussi qui s'emploient à effacer l'action du peuple et à nous "montrer" que ce sont toujours nos gouvernants qui "généreusement" nous concèdent changements, liberté. Tancredo perpétue ce sens de l'histoire quand, comparant le président Figueiredo à D. Pedro II, il les rend égaux en leur attribuant la même

qualité : l'un a su, tout comme l'autre, "faire de son pays une démocratie". Ainsi la promesse est tenue : nous "gagnerons" la liberté sans ruptures et sans conflits (sanglants ?). Avec "ordre et progrès" (devise positiviste inscrite sur le drapeau brésilien).

A nouveau dans le passage suivant sont mentionnés l'*Empire* et la transition à la *République* : "Comme nous l'avons fait en 1889, j'invoque le droit du peuple à élire directement ses gouvernants, à tous les niveaux, établissant qu'il n'existe qu'un empire, celui de la loi, et un seul souverain, le peuple brésilien". On déplace le sens du mot "empire" (en lui attribuant une miniscule) mais on ne dit rien sur la dictature.

L'empire est le seul point de référence et de comparaison pour ne pas mettre en avant, outre la Démocratie comme nous l'avons dit plus haut, des termes comme "élection directe", "mobilisation populaire" etc. présents dans d'autres discours mais pas dans celui de Vitoria.

D'ailleurs, il n'y a pas eu, à ce moment-là, d'autres discours proposant d'autres noms pour le régime de gouvernement. Fait encore plus remarquable si l'on pense que, du point de vue de la diffusion de ce nom et de l'importance donnée à ce discours, le nom Nouvelle République a été vite diffusé et utilisé partout et par tous, tandis que, au contraire, peu de gens savent qu'il a été proféré dans le Discours de Vitoria. C'était sûrement d'un *nom* que l'on avait besoin pour le régime de gouvernement.

En somme, le discours de la Nouvelle République institue un espace de discursivité où sont mis-en-silence les discours qui parleraient de dictature ou d'autres formes de gouvernement et en même temps il prescrit que seuls certains sens circulent.

L'expression "débris autoritaire" aussi est symptomatique. Elle s'insère dans le mode de signification ouvert par la nomination "Nouvelle République" et participe à la mise-en-silence.

D'une part elle efface - en disant *débris* - le fait que c'est le résultat historique (et non pas le reste accidentel) d'un régime politique. D'autre part, en disant *autoritaire*, elle passe sous silence le fait que ce résultat - autoritaire - a été produit par un régime dictatorial. Pourtant ce n'est pas seulement un reste et il n'est pas seulement autoritaire.

Ici, il est intéressant de replacer la définition de l'autoritarisme dans son contexte, car on ne peut l'appliquer de façon automatique. Il faut tenir compte de

la dimension particulière qu'il a selon les régimes politiques dans lesquels il apparaît. En un mot, l'autoritarisme peut se produire aussi bien dans un régime totalitaire que dans une démocratie. Cela est effacé dans l'expression "débris autoritaire".

Cet effet discursif d'imposition du silence - à propos de la dictature, quand le discours a pour axe l'idée de République - a finalement une autre caractéristique importante.

Le discours de la Nouvelle République impose le silence sur ce qui est arrivé avant - la dictature - et ce silence définit son énonciation par l'effet de catalyse institué par le nom République. C'est-à-dire que ce discours travaille sur la notion de dictature sans le reconnaître. Elle reste pour lui comme une menace, à la fois supposée et versée au silence. C'est ce mécanisme qui soutient l'effet discursif produit par le discours de la Nouvelle République : ou la conciliation ou le retour à la dictature.

III - IMPLICITE ET SILENCE

Au terme de cette réflexion sur ces deux formes de fonctionnement du discours, nous pouvons conclure que la catégorie de *médiateur* n'est pas transparente ; au contraire, le médiateur a une fonction décisive dans la constitution des relations de pouvoir : être médiateur, dans le domaine du discours, consiste à fixer des sens, organiser les relations de sens et discipliner les conflits. De plus, il apparaît que l'acte de nommer a des implications idéologiques décisives.

A travers la parole on voit des espaces de silence. Nous avons constaté que ce qui est non-dit s'installe de façon différente dans les différents fonctionnements discursifs. Ces différents modes du non-dit qui caractérisent la mise-en-silence déterminent la façon qu'a chaque discours sans dire tout-à-fait le contraire d'orienter l'interlocuteur dans une autre direction.

Nous dirions que le sens est toujours dans le *biais*. De fait, pour comprendre un discours, il est important de se demander : qu'est-ce qu'il ne veut pas dire en disant cela ? Ou : qu'est-ce qu'il ne dit pas quand il dit cela ?

Dans le premier cas que nous avons analysé (celui des gens sérieux), l'énonciateur semble parler du sérieux, mais il s'approprie l'exclusivité d'auteur.

Nous avons là, dans le domaine du pouvoir intellectuel, le désir d'être homme de science *autorisé*.

Dans le second cas, celui de la Nouvelle République, le locuteur parle de la République pour produire un silence sur la dictature. Dans ce cas, dans le domaine du pouvoir politique, nous observons le désir de *commander*.

Tout ce que nous avons dit précédemment - à travers une analyse du discours - peut apporter une contribution spécifique à la réflexion sur l'*implicite* à l'oeuvre dans le langage.

D'abord si nous considérons le silence comme *fondeur* de la signification, le rapport dit/non-dit peut avoir d'autres déterminations qui relèvent surtout de la contextualisation socio-historique du fait langagier, en particulier de la construction du pouvoir-dire (6).

Dans les distinctions proposées par la théorie de l'argumentation, le non-dit ou l'implicite est constitutif dans la mesure où il soutient le dit. Dans la perspective discursive que nous avons développée, il y a des non-dits qui doivent rester comme non-dits, ou mieux, qui représentent un *effacement* de sens : ils sont les non-dits qui *écartent* les sens indésirables, bref ceux qu'il faut éviter. Nous dirions qu'il s'agit d'une sorte d'*anti-implicite* : non pas le non-dit nécessaire pour le dit mais, au contraire, le non-dit nécessairement exclu, effacé par le dit.

En d'autres termes, dénommer un objet O (le régime au Brésil) X1 (Nouvelle République) c'est empêcher effectivement de le dénommer X2 (Démocratie). Or, le dénommer X2 (Démocratie) ce serait l'opposer à un autre objet O' (le régime antérieur) qui ne serait pas X2 (démocratie) et qui donc serait X3 (dictature) (7).

L'effacement de sens (mise-en-silence) n'est donc pas quelque chose qui s'ajoute au dit mais au contraire quelque chose qui le constitue en tant que tel. "Effacement de sens" ne signifiant pas ici absence de sens mais mise-en-place d'un *effet de sens* particulier produit par le mécanisme de mise-en-silence.

Dans la production de cet effacement nous pouvons inscrire des fonctionnements discursifs comme celui de la *dénomination* : toute dénomination entraîne un silence que le fait même de dénommer produit (8).

Plus généralement, du point de vue des processus de signification, nous pouvons confluer que la *fixation* des sens est socialement organisée. Il y a donc un processus social d'attribution (distribution) des sens, d'après lequel dans toute société il y a des voix qui deviennent générales (anonymes) et qui contribuent à la

formation du "consensus" : ce sont les voix des autorités dont un exemple de formation est le mécanisme de constitution de ces personnages discursifs, les *médiateurs* (9), tel que nous l'avons exposé. Ils administrent ainsi la production des sens et établissent le partage entre l'injonction au dire et la mise-en-silence.

Ces voix se représentent dans des places sociales de fixation de sens et jouent un rôle décisif dans l'institutionnalisation du langage, dans chaque formation discursive : la production du *sentiment d'unicité du sens*.

Par ailleurs, il faut réfléchir sur les effets de ces processus dans le domaine de l'énonciation. Les mécanismes énonciatifs ne sont ni univoques ni auto-évidents ; ils sont des constructions discursives qui ont des effets.

D'après ce que nous avons pu comprendre par notre analyse, il serait nécessaire de considérer que les rapports énonciatifs sont plus complexes que ceux établis entre le sujet parlant et son auditeur. Il y a d'autres places dans le parcours de l'énonciation : outre les partenaires d'une interlocution, il convient de situer les protagonistes que sont les médiateurs, les interprètes, les lecteurs "officiels" - le critique, le théologien, le juriste, par exemple, responsables gardiens des sens dans le discours littéraire, le discours religieux, le discours juridique respectivement. Ils jouent un rôle crucial dans l'établissement du *consensus*.

Dans la production du sens, il ne s'agit donc pas de polariser la parole sur le seul couple sujet parlant/auditeur, avec leurs seules fonctions énonciatives-argumentatives (locuteur/allocutaire, énonciateur/destinataire). Le discours est peuplé par des personnages historiquement (socialement) déterminés qui jouent des rôles très importants. Du point de vue discursif, la conception dialogique du langage devrait supposer un parcours social, historiquement constitué, de la signification, où le rapport entre les différentes places de l'interlocution serait inscrit avec leurs pouvoirs inégaux.

Il faut en conséquence problématiser la façon dont on fait travailler le concept de *polyphonie*. La tendance vers la *monophonie* nous semble aussi importante et nous pouvons appréhender le processus de sa mise en place si nous incluons le rapport aux places sociales. La monophonie peut dans ce cas être définie comme résultant d'une voix homogénéisante qui fait partie du mécanisme articulé entre la mise-en-silence et l'injonction au dire, mise en oeuvre par des médiateurs qui distribuent (socialement) le sens.

La polyphonie étant un processus fondamental, il n'en reste pourtant pas moins vrai que son absolutisation résulte du fait que l'on prend comme référence

exclusivement le sujet (et pas le processus de production du sens). Avec la décentration du sujet, proposée par l'analyse du discours, ou mieux, quand on prend en compte les processus de signification, on a un sujet dont la voix est médiatisée par la monophonie.

Finalement, par rapport à l'argumentation, nous croyons que, dans le cas que nous avons analysé, il ne s'agit pas non plus d'un changement de la seule direction argumentative. Il s'agit d'un conflit de positions face à différentes formations discursives (donc de sens) où jouent la responsabilité du dire (pouvoir/devoir dire), l'autonomie visible du sujet (son interpellation) et son statut juridique de locuteur, qui n'est pas seulement énonciatif ou argumentatif mais discursif : un sujet-historique.

Ainsi dans la mesure où l'on considère les rapports entre différentes formations discursives, la rhétorique peut apparaître comme résultant (matériellement) des mouvements de confrontation où travaillent les limites entre formations discursives différentes ainsi que l'inscription du sujet.

Dans la perspective de la rhétorique de l'oppression dont nous avons parlé au début de ce travail, le silence, la médiation et la monophonie font tous partie du même processus : celui de la raréfaction du sujet et du sens.

Il faut néanmoins rappeler deux points assez importants :

a - Le silence peut être lieu de discordance et de résistance et pas seulement de reproduction et d'obéissance.

Le silence peut établir des mécanismes très efficaces où joue notre capacité à ne pas être d'accord. Les rapports d'interlocution sont dynamiques et transformateurs. Notre intérêt à montrer des aspects de la formation de la "rhétorique de l'oppression" (les rapports autoritaires) n'exclut donc pas l'intérêt qu'il y a à montrer son échec et sa contrepartie, la "rhétorique de la résistance".

b - Dans des conditions différentes, dans des époques différentes, les rapports aux sens étant historiquement déterminés, il y a évidemment des changements aussi bien dans les mécanismes que dans le fonctionnement de la monophonie, puisque la monophonie est une construction discursive.

L'hétérogénéité, l'incomplétude et le mouvement étant toujours des propriétés du sens et du sujet, l'injonction à la monophonie ne doit pas être pensée de façon automatique, mécanique. Les processus de signification sont complexes et un même discours pourra signifier multiplement, selon son mode d'inscription historique.

Le discours du sérieux, en tant qu'il relève de la politique du silence, n'est qu'un exemple de la parole qui exclut "A" et en même temps valorise "B" à travers la mise en oeuvre, par un médiateur "Z", des valeurs (x, y) qui sont des variables se réalisant différemment à des moments différents de l'histoire : sous la forme du discours de la "compétence", du discours de la "vérité", du discours de l'"explicable" et ainsi de suite.

Le discours qui a baptisé du nom de "Nouvelle République" le régime politique brésilien actuel n'est qu'un exemple du mécanisme très important de production de silence qu'est la *dénomination*. Procédé général sans lequel il n'y a pas de discours possible et qui nous montre que le dire et la mise-en-silence sont inséparables.

Finalement, par l'analyse des processus de signification de ce discours, le fonctionnement des formes de silence qui y sont à l'oeuvre peut être explicité et donc *compris*.

NOTES

- (1) Dans cette perspective, le dicton "qui ne dit mot consent" est moins un dicton favorable au conflit (comme il pourrait sembler) qu'une invitation au consentement, vu que celui qui expose ses raisons (mêmes opposées) peut être convaincu.
- (2) On rappelle ici la notion d'"oubli" n° 2 (M. Pêcheux, 1975) du domaine de l'énonciation : les familles paraphrastiques qui se forment tout au long du discours et qui présupposent un choix, par le locuteur, entre le dit et le non-dit. Elles peuvent représenter ce qui a été effacé (oublié). Dans notre conception de mise-en-silence, nous prenons la notion "d'effacement" dans le sens fort : du domaine de l'idéologie (méconnaissance), ce qui suppose le rapport de l'oubli n° 2 à l'oubli n° 1 (l'illusion du sujet comme "source" du sens).
- (3) A. Gionnoti, dans une conférence sur Lecture et Université (IEL, UNICAMP, 1984) a fait un bon exposé sur cette question et sur celle de l'enseignement public.
- (4) Malheureusement, nous n'avons pas réussi à avoir le texte intégral de ce discours de 15 pages. Nous avons travaillé sur des reproductions, dans les journaux, de plusieurs extraits. Ceci ayant, bien entendu, une incidence sur le travail d'analyse.
- (5) Observer l'insertion entre "ordre et progrès" de "paix, modération, participation" qui définissent ainsi la différence entre le régime militaire et la Nouvelle République.
- (6) La valeur du dire est elle-même donc une construction, ou mieux, un *effet* discursif. Les propriétés discursives révèlent que le tissu socio-historique du dire a un rapport constitutif aux relations de pouvoir, institutionnellement établies (rapport entre la "situation" et la "position" des

interlocuteurs établi par des règles de projection, cf. M. Pêcheux, 1969). Il y a donc une histoire discursive de la construction du *pouvoir-dire* attestée par le discours.

(7) Je remercie O. Ducrot pour ses remarques sur la description de cet effet de sens.

(8) Je ne discuterai pas en détail ici si la nature du silence produit par le "discours du sérieux" (x est sérieux), dont on a parlé dans la première partie de cette étude, est différente. Il y a de forts indices pour que la mise-en-silence soit moins radicale dans le cas de la *prédication* que dans celui de la *dénomination*.

(9) Le "médiateur" tel que je le conçois dans ce travail joue un rôle qu'il faut distinguer de celui du "porte-parole" (cf. O. Ducrot, 1980 : sujet parlant x et locuteur y).

BIBLIOGRAPHIE

FOUCAULT, M.	1971	<i>L'ordre du discours</i> , Gallimard, Paris.
BARTHES, R.	1976	<i>Leçon</i> , Gallimard, Paris.
DUCROT, O.	1980	"Analyses pragmatiques", <i>Communications</i> n° 32.
ORLANDI, E.	1986	"Le discours des représentants des Indiens : une rhétorique de l'opprimé", <i>Sociolinguistics Newsletter</i> , Rotterdam.
PECHEUX, M.	1969	<i>L'Analyse automatique du discours</i> , Dunod, Paris.
	1975	<i>Les vérités de La Palice</i> , Maspero, Paris.